

ODOXA

L'Opinion tranchée

Enquête sur le financement de la dépendance

Sondage réalisé pour



Cercle Vulnérabilités et Société

Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 3 et 4 septembre 2020.



Echantillon

Echantillon de 1005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

	Si le pourcentage observé est de ...					
Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Les principaux enseignements

Les Français manifestent de fortes craintes quant à la perte d'autonomie et son financement

- 1) La perte d'autonomie liée au grand âge : une question importante pour 92% des Français et une crainte personnelle pour 85% d'entre eux
- 2) Un financement de la dépendance perçu comme insuffisant (72%) et mal anticipé (68%)
- 3) Les Français restent attachés au principe de solidarité (46%) même si les principes d'égalité (36%) voire de proportionnalité (17%) séduisent
- 4) Les Français misent sur le progrès (43%), les réorientations budgétaires (28%) ou les diminutions de coûts (22%) pour financer la perte d'autonomie
- 5) Les Français refusent catégoriquement les augmentations de prélèvements pour les particuliers (83% et 66%)
- 6) L'individualisation du financement de la dépendance semble séduire les Français : 74% souhaitent que l'on offre la possibilité de contracter une assurance dépendance
- 7) Remboursements dégressifs (64%) ou prestations low cost (63%) : les Français sont prêts à prendre des mesures radicales pour réduire les coûts
- 8) 75% des Français seraient prêts à s'occuper de leurs proches dépendants et 46% à s'engager bénévolement pour d'autres personnes

Synthèse détaillée du sondage (1/6)

Les Français manifestent de fortes craintes quant à la perte d'autonomie et son financement

1) La perte d'autonomie liée au grand âge : une question importante pour 92% des Français et une crainte personnelle pour 85% d'entre eux

La population française vieillit. Un Français sur cinq a aujourd'hui plus de 65 ans alors que cette catégorie d'âge ne représentait que 13% de la population dans les années 80.

Ce vieillissement démographique engendre de nouvelles problématiques pour notre société. De plus en plus de nos concitoyens perdent leur autonomie et doivent bénéficier d'une prise en charge parfois coûteuse.

Attachés à la situation de leurs aînés, les Français expriment clairement l'importance qu'ils accordent à la question. 92% de nos concitoyens affirment en effet que la perte d'autonomie liée au grand âge est une question de société importante. Ils sont même 44% à la juger « très » importante.

Invités à se prononcer sur les politiques publiques sociales et de santé les plus prioritaires à leurs yeux, les Français placent le financement de la dépendance en 4^{ème} position, derrière de grandes priorités : financement de l'hôpital public (61%), lutte contre la pauvreté et la précarité (54%) et lutte contre les déserts médicaux 46%.

Avec 36% des citations, elle devance même la lutte contre le cancer (30%), la prise en charge du handicap (23%) ainsi que la lutte contre les maladies rares (15%) et le soutien au développement numérique en santé (9%).

Si nos concitoyens attachent tant d'importance à la perte d'autonomie, c'est qu'elle les concerne potentiellement tous : 85% d'entre eux nous confient craindre de se retrouver un jour dans une situation de perte d'autonomie et de rencontrer des difficultés de financement.

Synthèse détaillée du sondage (2/6)

2) Un financement de la dépendance perçu comme insuffisant (72%) et mal anticipé (68%)

Les craintes des Français autour de la perte d'autonomie se renforcent compte tenu du fait que, de surcroît, leur diagnostic sur son financement est particulièrement négatif.

72% d'entre eux affirment en effet qu'elle n'est aujourd'hui pas suffisamment financée par les politiques publiques. C'est particulièrement le cas des plus concernés d'entre eux : 84% des 65 ans et plus le pensent.

Estimant que la situation actuelle est déjà problématique, les Français sont aussi pessimistes pour l'avenir. 68% d'entre eux estiment en effet que le financement de la perte d'autonomie liée au grand âge est mal anticipé en fonction de l'augmentation du nombre de personnes âgées.

Le message des Français à l'attention des responsables politiques est donc limpide : il est urgent de trouver des solutions pour adapter et financer les politiques sociales en matière de dépendance au vieillissement démographique. Au-delà des plus âgés, évidemment plus sensibles car potentiellement touchés, leurs enfants, sont eux aussi concernés. Ils sont nombreux ; la DREES estime le nombre de Français aidant un proche âgé à environ 4 millions.

3) Les Français restent attachés au principe de solidarité (46%) même si les principes d'égalité (36%) voire de proportionnalité (17%) séduisent

Les Français conservent leur attachement au principe de solidarité. Pierre angulaire des politiques sociales et de santé, c'est aussi sur ce principe que nos concitoyens souhaitent appuyer le financement de la dépendance. 46% des Français optent ainsi pour la solidarité et plus particulièrement les plus modestes d'entre eux (51%). Selon eux, les plus riches doivent cotiser davantage en conservant des droits identiques pour tous.

Synthèse détaillée du sondage

(3/6)

Mais la tradition française vacille face à d'autres principes. 36% des Français préféreraient en effet que l'on finance la perte d'autonomie sur un principe d'égalité, c'est-à-dire une cotisation et des droits identiques pour tous.

Le principe de proportionnalité séduit en revanche moins. Seuls 17% des Français souhaiteraient ainsi financer la dépendance en adaptant les droits en fonction du niveau de cotisation.

4) Les Français misent sur le progrès (43%), les réorientations budgétaires (28%) ou les diminutions de coûts (22%) pour financer la perte d'autonomie

Interrogés sur les grandes orientations de politiques publiques visant à financer la dépendance, les Français misent en priorité sur l'investissement dans le progrès scientifique et l'invention de nouvelles solutions techniques ou sociales. C'est la meilleure solution pour 43% d'entre eux.

Deuxième solution privilégiée : la réorientation d'autres dépenses publiques vers la perte d'autonomie est choisie par 28% des Français. D'autres envisagent de diminuer les coûts en réduisant les prestations. Ils sont tout de même 22% à le penser.

Une chose est sûre : les Français rejettent l'idée d'une augmentation des impôts et des taxes qui permettrait d'apporter des budgets plus importants à la perte d'autonomie. Seuls 6% d'entre eux estiment que c'est la voix vers laquelle il faut se tourner. La suite de notre enquête confirme cela.

5) Les Français refusent catégoriquement les augmentations de prélèvements pour les particuliers (83% et 66%)

Au-delà des grandes orientations, les Français ont été invités à se prononcer sur différentes solutions plus concrètes visant à financer l'augmentation des dépenses liées à la perte d'autonomie.

Synthèse détaillée du sondage

(4/6)

Là encore, les Français rejettent l'idée d'une augmentation des taxes comme la TVA ou la CSG ; 83% d'entre eux désapprouvent cette idée. De même, les deux tiers de nos concitoyens se disent opposés à l'augmentation des impôts progressifs (IRPP, impôts locaux...).

En réalité, les Français ne souhaitent pas que les efforts viennent des particuliers. Ils refusent ainsi de retenir une petite part sur chaque dépense de santé remboursée (58%), comme la création d'une 2^{ème} journée de solidarité (63%), le recul de l'âge de départ à la retraite (70%).

Ils approuvent en revanche les augmentations de prélèvements pour les entreprises ou pour des catégories auxquelles ils n'ont pas le sentiment d'appartenir. 59% des Français sont ainsi favorables à la création d'une taxe longévité sur le chiffre d'affaire des entreprises et 57% approuveraient les prélèvements sur certaines catégories comme les plus aisés, les actifs, les retraités, ou encore les entreprises polluantes ou les fumeurs.

6) L'individualisation du financement de la dépendance semble séduire les Français : 74% souhaitent que l'on offre la possibilité de contracter une assurance dépendance

La tendance à l'individualisation de la prise en charge des risques est de plus en plus présente dans notre société. C'est notamment le cas des assurances qui adaptent les contrats en fonction du comportement ou des moyens de leurs assurés. C'est aussi une solution qui attire de nouveaux adeptes cherchant à préparer leur retraite.

Les Français semblent aussi apprécier cette idée en matière de financement de la dépendance. Sans qu'elle ne vienne remplacer l'intervention de l'Etat, 74% de nos concitoyens se déclarent favorables à la possibilité de contracter volontairement une assurance dépendance.

Synthèse détaillée du sondage (5/6)

Certains vont même plus loin et souhaitent que l'on rende obligatoire les contrats de prévoyance individuelle tout au long de la vie active. 59% des Français approuvent cette idée.

S'ils sont minoritaires, 45% de nos concitoyens se disent favorables au financement de la dépendance sur le patrimoine, par le biais de cessions ou de rentes viagères par exemple.

7) Remboursements dégressifs (64%) ou prestations low cost (63%) : les Français sont prêts à prendre des mesures radicales pour réduire les coûts

Après l'espoir de progrès scientifiques et les réorientations budgétaires, la réduction des coûts représente la troisième solution privilégiée par les Français redoutant une chose en particulier : l'augmentation des impôts.

Le principe même d'universalité est remis en cause par les Français. 64% d'entre eux se déclarent en effet favorables à l'installation du remboursement dégressif des soins en fonction des revenus.

Les Français sont aussi prêts à dégrader les prestations. Ils sont 63% à approuver l'idée d'un accès à des prestations « low cost » comme des tailles de chambres réduites ou une restauration minimale.

D'autres solutions de réductions de coûts sont parfaitement envisageables aux yeux des Français. 53% d'entre eux sont favorables au remplacement de certaines tâches humaines par la technologie.

Ils sont aussi 53% à considérer que, pour réduire les coûts, il faut faire davantage porter les actes d'aide à domicile sur les familles ou les bénévoles.

Synthèse détaillée du sondage (6/6)

8) 75% des Français seraient prêts à s'occuper de leurs proches dépendants et 46% à s'engager bénévolement pour d'autres personnes

Jadis, la dépendance liée au grand âge était prise en charge par la famille. Différentes générations vivaient sous le même toit. Mais les temps ont changé, la mobilité professionnelle et l'évolution des modes de vie ont fait disparaître l'habitat intergénérationnel.

Et pourtant, lorsque c'est possible, les Français se déclarent prêts à s'occuper de l'un de leurs parents en situation de perte d'autonomie. Les trois quarts d'entre eux le feraient, 31% en étant même certains.

46% de nos concitoyens sont même prêts à aller plus loin en s'engageant régulièrement et bénévolement pour s'occuper de personnes en situation de perte d'autonomie.

Emile Leclerc, directeur d'études

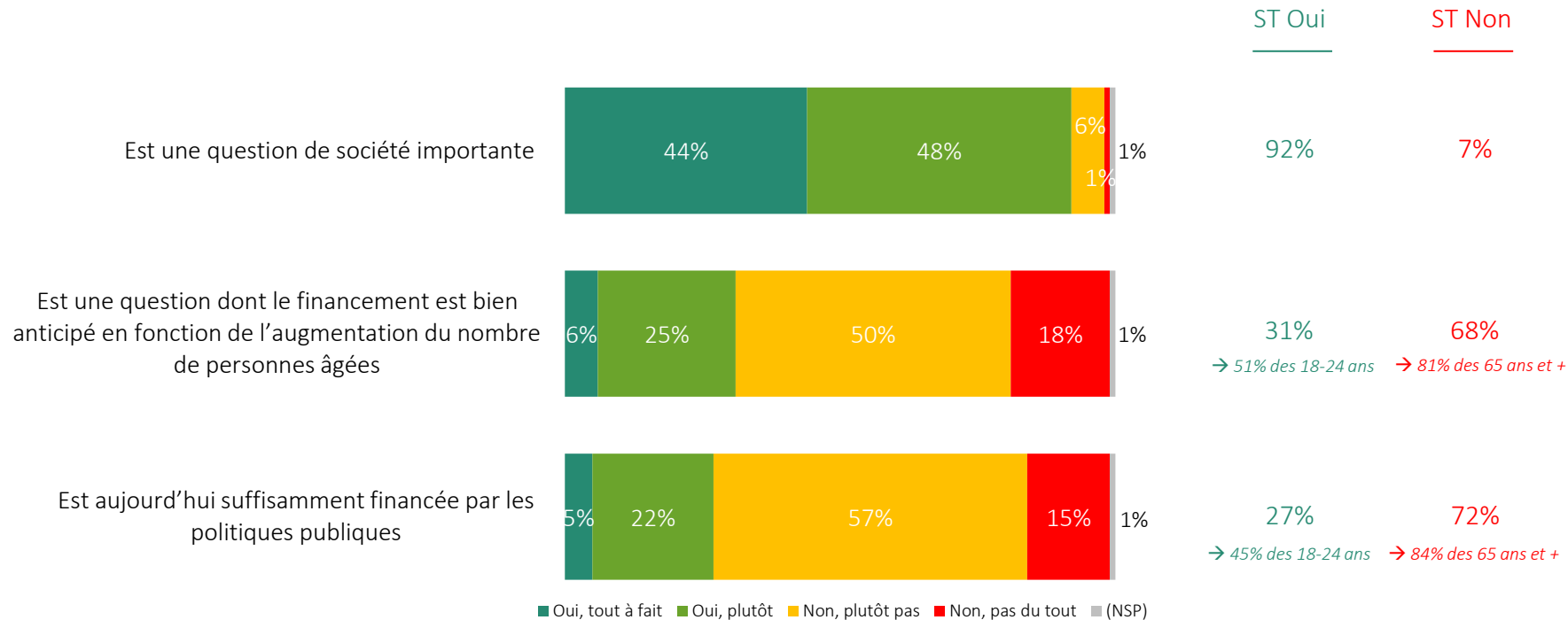


Résultats du sondage

Perceptions des Français en matière de perte d'autonomie liée au grand âge



Pour vous, la perte d'autonomie liée au grand âge ...

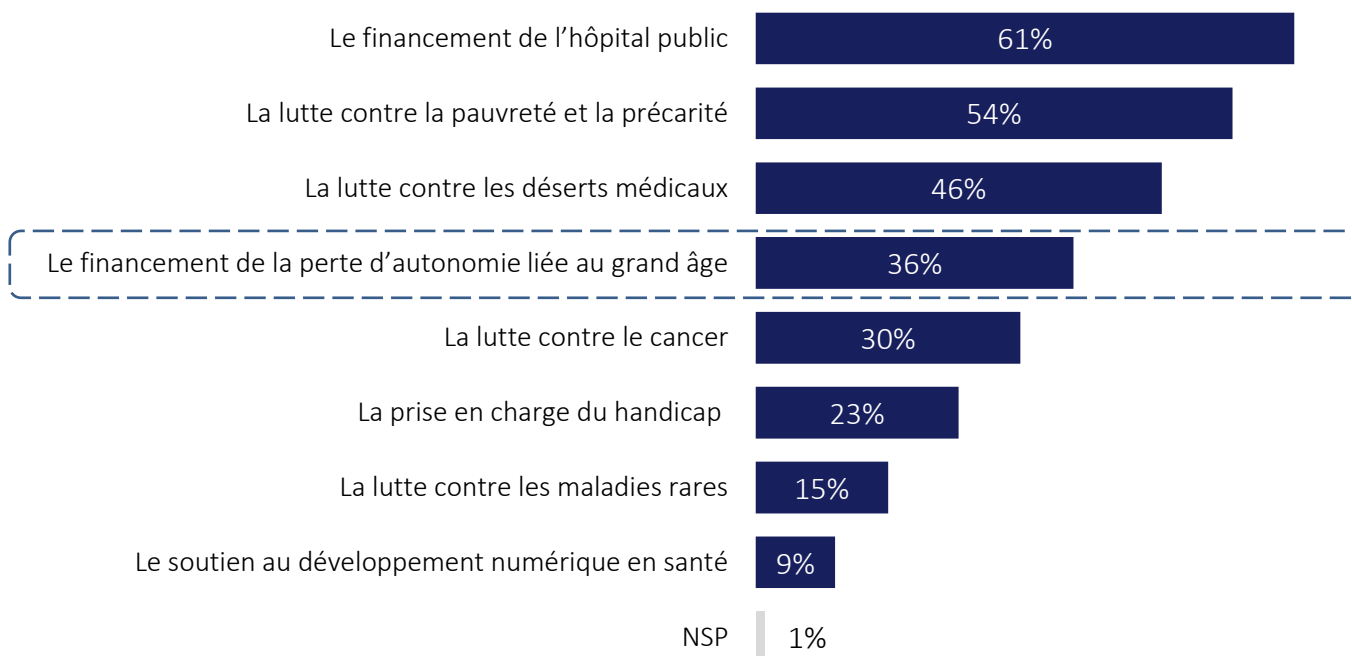


Priorités des Français en matière de politiques sociales et de santé



Parmi les politiques publiques suivantes, quelles sont les trois plus importantes à vos yeux ?

3 réponses possibles



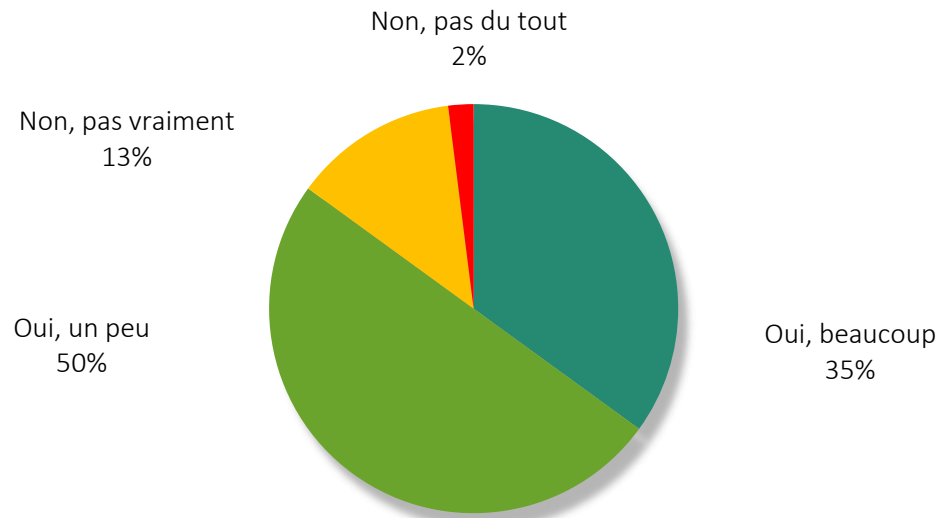
Crainte de se retrouver dans une situation de perte d'autonomie



Vous-même, craignez-vous de vous retrouver un jour dans une situation de perte d'autonomie et de rencontrer des difficultés de financement ?

ST Non : 15%

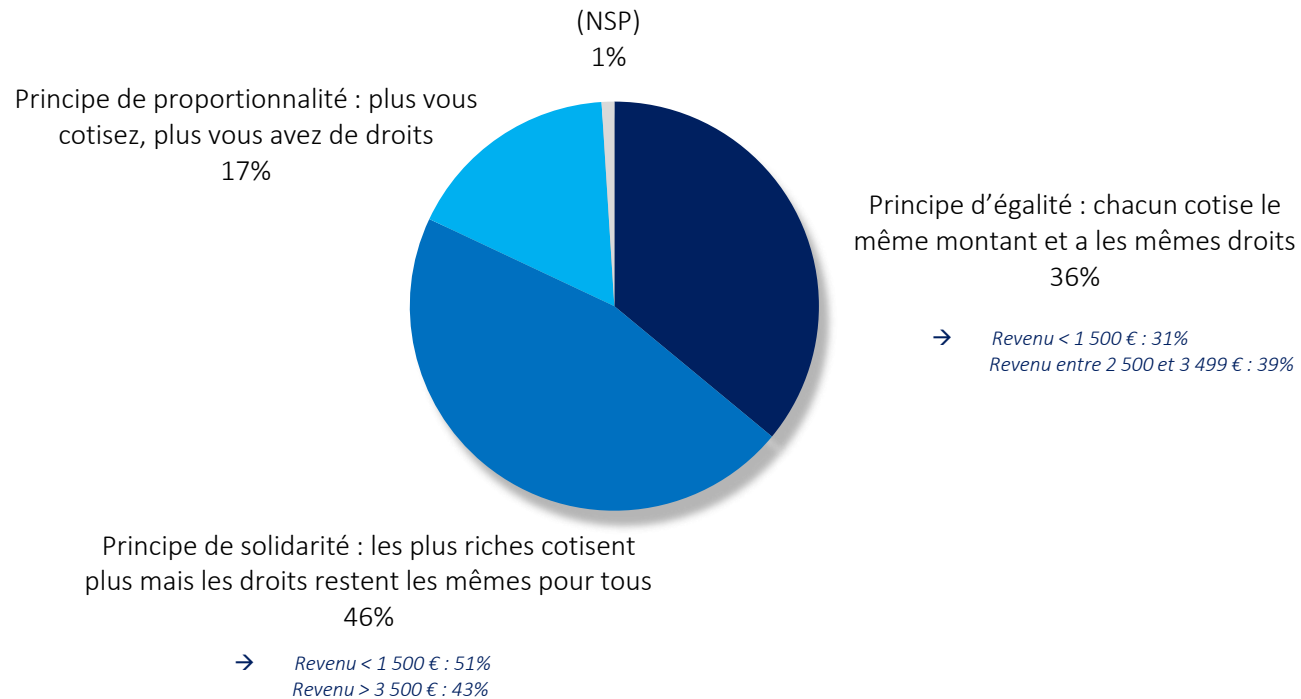
ST Oui : 85%



Regard porté sur le principe de financement de la perte d'autonomie des personnes âgées



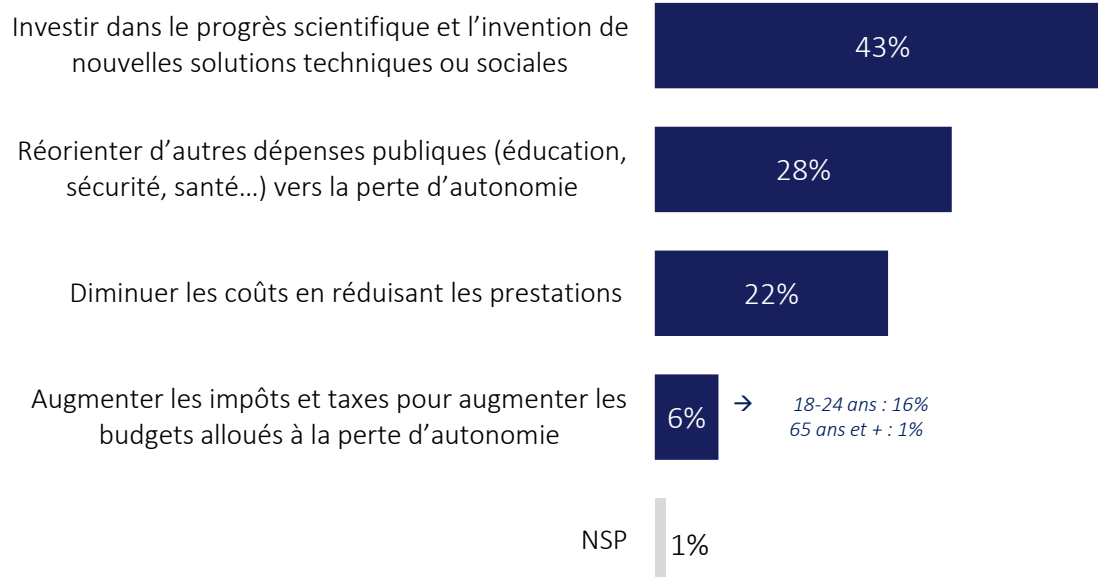
Pour financer la perte d'autonomie des personnes âgées, quel est le principe dont vous vous sentez le plus proche ?



Solution privilégiée pour financer l'augmentation des dépenses liées à la perte d'autonomie



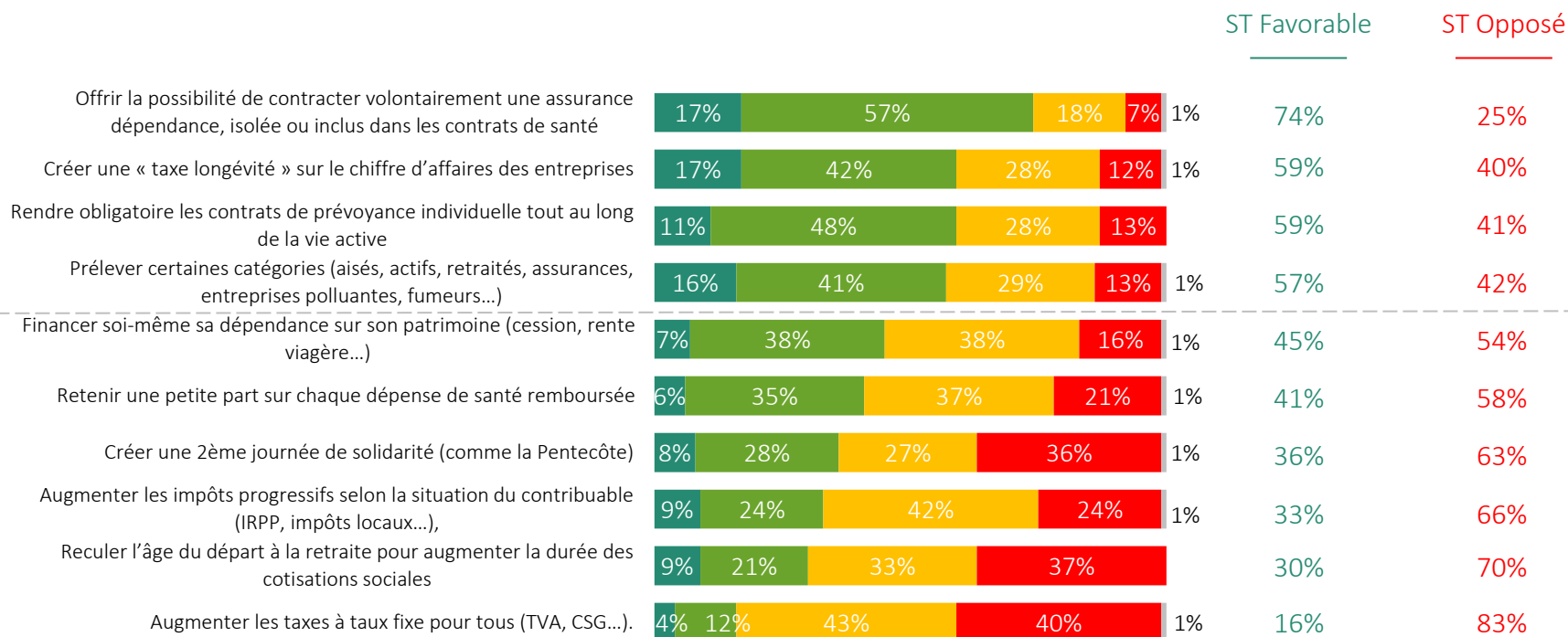
Parmi les propositions suivantes, quelle est selon vous celle qu'il faut privilégier pour financer l'augmentation des dépenses liées à la perte d'autonomie ?



Approbation des solutions pour financer l'augmentation des dépenses liées à la perte d'autonomie



Pour chacune des propositions suivantes visant à financer l'augmentation des dépenses liées à la perte d'autonomie, dites-nous si vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé.

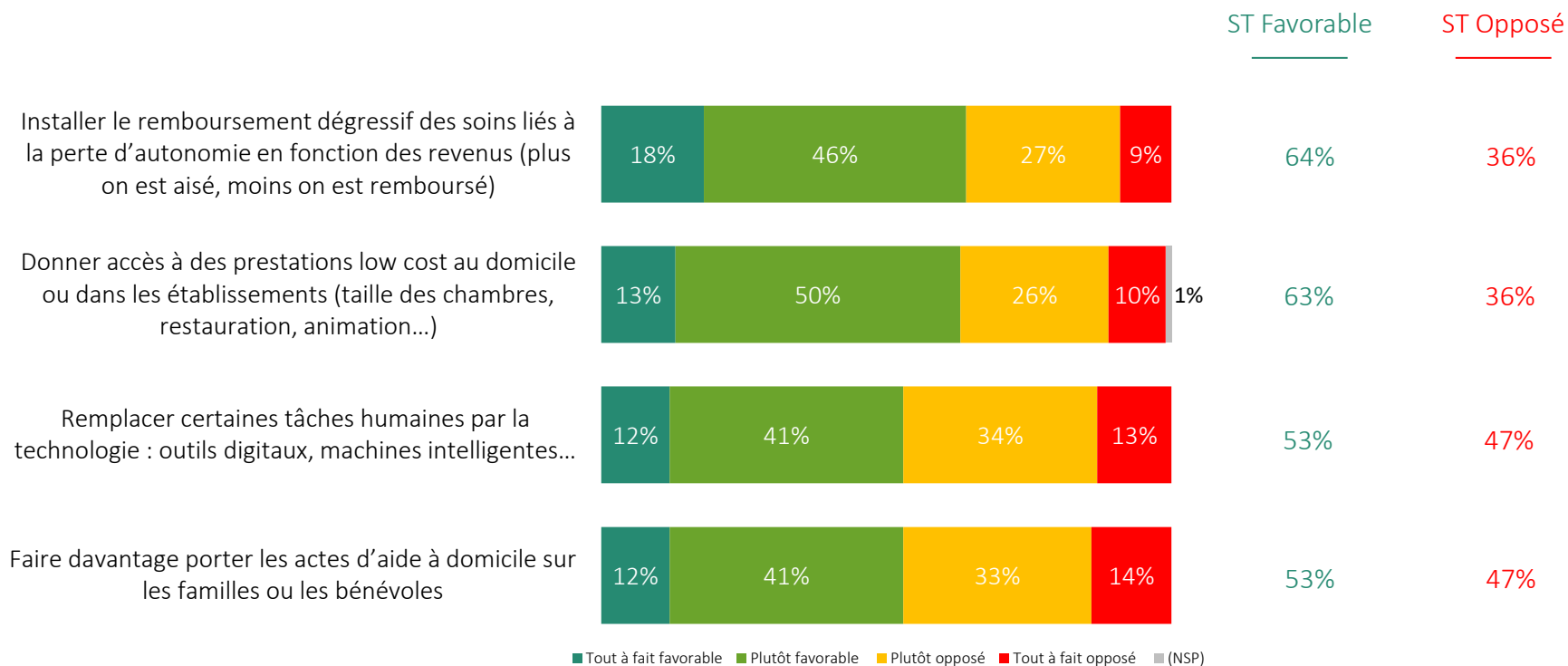


■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt opposé ■ Tout à fait opposé ■ (NSP)

Approbation des solutions visant à réduire les coûts liés à la perte d'autonomie



Et pour chacune des propositions suivantes visant à réduire les coûts liés à la perte d'autonomie, dites-nous si vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé.



Disposition à s'occuper d'une personne en situation de perte d'autonomie



Vous-même, seriez-vous prêt à ...

